

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BUFFIN SA**

RD 386  
lieu-dit Nève  
69420 Ampuis

Références : UDR-SSDAS-25-163-CR  
Code AIOT : 0006101326

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement BUFFIN SA implanté RD 386 lieu-dit Nève 69420 Ampuis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le programme 2025 du Plan Pluriannuel de Contrôle des ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUFFIN SA
- RD 386 lieu-dit Nève 69420 Ampuis
- Code AIOT : 0006101326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société BUFFIN TP a été autorisée à exploiter une carrière par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 octobre 2004 pour une durée de 15 ans. Cette durée a été modifiée par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 1 août 2019. Elle est portée à 17 ans à compter de la notification l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 octobre 2004.

La société BUFFIN TP a été autorisée par arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2022-289 du 5 décembre 2022 à poursuivre l'exploitation de la carrière pour une durée de 25 ans. Environ 30 000 tonnes de matériaux sont extraits par an, principalement pour les besoins du groupe BUFFIN.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 4
- Bruits et vibrations
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registres et Plans	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 7.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 5.3.2	Demande d'action corrective	8 mois
4	Conditions d'admissions des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 7.3	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Stabilité des remblais	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 7.1.4	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/08/2024, article 1er	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit:

- transmettre sous 1 mois le plan de l'installation complété et à jour, ainsi que le rapport de mesure des retombées de poussières de 2023,
- réaliser sous 8 mois une étude géotechnique de la stabilité de la carrière, des remblais ainsi que des enjeux extérieurs au site,
- transmettre sous 3 mois, la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes complétée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registres et Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 7.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés: <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, avec un repérage par rapport au cadastre,</li><li>• les bords de la fouille,</li><li>• les courbes de niveau,</li><li>• les cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,</li><li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li><li>• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...); des stocks de matériaux et des terres de découvertes.</li></ul> Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan de l'installation datant de 2021. Celui-ci ne comporte pas toutes les informations exigées comme les bords de fouille, les zones à défricher, remises en état ou en cours d'exploitation ainsi que les stocks de matériaux.  Sur le plan présenté en séance, une zone en partie ouest du site sur laquelle est positionné un concasseur franchissait la limite du périmètre autorisé. L'exploitant a expliqué aux inspecteurs qu'un recadrage parcellaire avait été réalisé par un géomètre expert à la demande de l'exploitant. Cela n'a pas été mis à jour sur le plan du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra sous un mois le plan complet de l'installation mis à jour en intégrant le recadrage réalisé par le géomètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Stabilité des fronts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Tirs de mines et vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le nombre de tir d'abattage est limité à 2 tirs par an. [...] Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations.</p> <p>L'exploitant établit un plan de surveillance des vibrations: ce plan décrit notamment le choix de la localisation des sismogrammes ainsi que leur nombre. [...] A chaque tir, des mesures sont effectuées en deux points: sur le seuil en béton des 2 maisons les plus proches de la zone carrière, à savoir l'une se trouvant côte Rozier, et l'autre le long de la RD 386. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures en chaque point. [...]</p> <p>Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier tir de mines a été réalisé le 23 mars 2021. La localisation des sismogrammes a été respectée. Il n'y a pas eu de dépassement de seuil concernant la vitesse particulaire pondérée, la valeur maximale atteinte étant de 1 mm/s.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection le registre de tirs ainsi que le registre d'entrée et de sortie des explosifs. Tous deux sont complets et à jour.</p> <p>Les fronts en partie Est de la carrière ne présentaient pas d'états dégradés apparents. La carrière se situant dans un encaissement entre deux champs agricoles ainsi qu'en proximité directe de la voie de circulation D386 et en bordure Nord du vallon formé par le ruisseau de Murinand, il est tout de même demandé à l'exploitant d'actualiser l'étude géotechnique afin de s'assurer de la stabilité de la carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fera réaliser sous 8 mois une étude géotechnique par un organisme compétent et indépendant.</p> <p>Le rapport de cette étude sera transmis à l'inspection, accompagné des recommandations émises par l'étude géotechnique.</p> <p>Cette étude doit prendre en compte les enjeux externes au site et ne pas se focaliser uniquement sur le périmètre autorisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 8 mois</p>

### N° 3 : Stabilité des remblais

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 7.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Remblayage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cadre de la remise en état de la carrière, le remblayage est effectué avec les déchets d'extraction et avec des apports de déchets inertes. [...] Le remblayage est réalisé, en phase 5, au moment du remblaiement du carreau d'exploitation. Le volume de déchets inertes accueillis dans</p>

<p>le cadre des opérations de remblayage est limité à 57 000 m<sup>3</sup>. [...]</p> <p>Les déchets inertes utilisés dans les opérations de remblayage doivent avoir fait l'objet de la procédure d'admission prévue par le présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La partie Est de la carrière a été remise en état. L'exploitant procède à un remblaiement sur 1,50 mètres de terre végétale par gradin. Un merlon est réalisé à chaque palier afin de pouvoir retenir tout éboulis.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les inspecteurs ont pu constater que l'aménagement de la carrière permettait un ruissellement des eaux pluviales vers les bassins de décantation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant intégrera l'analyse de la stabilité des fronts déjà remis en état dans l'étude géotechnique demandée au point de contrôle précédent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Conditions d'admissions des déchets inertes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets inertes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable [...] afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets. [...] L'exploitant s'assure qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés. En cas de présomption de contamination des déchets, [...] et avant leur arrivée dans la carrière, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe 3.</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, [...] l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable. [...]</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. [...]</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission et d'évacuation des déchets en transit sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a décrit oralement la procédure d'acceptation des déchets inertes. Celle-ci n'étant pas formalisée dans un document.</p> <p>La procédure est incomplète et ne permet pas une traçabilité robuste des déchets inertes. Aucune analyse ou document n'est demandé en amont des apports. Il n'y a pas de contrôle aléatoire réalisé sur les lots arrivant sur le site.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté son registre de déchets inertes entrants et sortants. L'exploitant a accueilli 9 000 tonnes de déchets inertes extérieurs en 2024.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant établira, mettra en oeuvre et transmettra une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes sous 3 mois.</p> <p>Celle-ci doit permettre à l'exploitant de s'assurer que les matériaux inertes ne proviennent pas d'un site dangereux ou contaminé.</p> <p>Des contrôles aléatoires devront être réalisés sur des lots qui seront placés en attendant les résultats sur une zone dite "tampon", qui sera identifiée sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2024, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les sociétés autorisées à exploiter une carrière [...] sont tenues de mettre en place (ou poursuivre) un plan de surveillance des émissions de poussières conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations des carrières. Celui-ci est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le niveau maximal d'émissions de poussières pour ces carrières est fixé à 350 mg/m<sup>2</sup>/j en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b).</p> <p>Pour les carrières dont l'autorisation prescrit une production maximale inférieure à 150 000 t/an, la mise en oeuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a partagé lors de l'inspection le bilan des mesures de poussières réalisées en 2024. La valeur maximale d'émissions de poussières de la carrière était de 246 mg/m<sup>2</sup>/j en moyenne annuelle glissante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra sous un mois le rapport des mesures de retombées de poussières réalisées en 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite